

24/07/2020

LA CFE-CGC RENCONTRE AGNES PANNIER- RUNACHER SUR LE SITE D'AIRBUS!

Le 23 juillet 2020, Agnès Pannier-Runacher a rencontré une délégation syndicale sur le site Airbus de Toulouse. La CFE-CGC a témoigné de la tourmente dans laquelle est plongée la filière aéronautique.

De nombreux plans sociaux sont déjà annoncés. Une « deuxième vague » est attendue en septembre entraînant une situation sociale fragile dans nos entreprises.

La CFE-CGC a revendiqué qu'il n'y ait aucun départ contraint, que ce soit chez Airbus comme dans toute la filière !

La CFE-CGC a donc demandé la mise en place d'aides favorisant les départs volontaires (en particulier dans le cadre de mesures d'âge).

La filière aéronautique a mis un premier genou à terre suite à la COVID 19. Hélas, le 2^{ème} genou suit car les salariés de la filière se sentent trahis par l'incessant « transport aérien bashing » français et craignent que leur emploi ne soit sacrifié sur l'autel d'une transition énergétique, certes vertueuse, mais observée sur le seul territoire français et surtout beaucoup trop rapidement et inconsidérément menée.

L'Etat doit prendre des décisions rapides. Il aura fallu attendre un mois après l'annonce du plan de relance pour que le gestionnaire d'un fond d'investissement type Aerofund soit choisi... Combien devra-t-on attendre pour que l'aide à la modernisation des PME soit mise en place ? La création d'un hypothétique commissariat au plan ? D'ici là, combien d'emplois supprimés et de familles dans la tourmente ?

La situation est d'autant plus préoccupante dans la supply-chain, la pression des coûts empêchant les entreprises à relocaliser des fabrications (**discours à 180° de celui tenu par le gouvernement qui semble avoir compris que la France s'est au fil des années désindustrialisée et qu'il faut d'urgence inverser la tendance**).

De même, les annonces faites lors du plan de relance aéronautique sur la nécessaire modernisation 4.0 de nos entreprises démarrent sous de mauvais auspices. Plusieurs entreprises envisagent de céder ou fermer des sites récents, modernes et ayant nécessité de lourds investissements (parfois même complétés de fonds publics) car ils ne sont pas rentables et suffisamment chargés. Là encore, **les faits sont à 180° des annonces gouvernementales !**

Agnès Pannier-Runacher s'est montrée déterminée à poursuivre le soutien à la filière et à combattre les départs contraints... A suivre...

Contacts :

Françoise Vallin
Vice-Présidente
06 11 24 60 41

Ludovic Andrevon
Président
06 22 04 36 05